

# LE TEMPS

CHF 3.80 / France € 3.50

VENDREDI 28 MAI 2021 / N° 7026

## #Sortiedecrise

Développer le football amateur en Afrique, le but de Brian Wesaala ●●● PAGE 24



## Carrières

Apprendre à développer des compétences comportementales ●●● PAGE 17

## Justice

Accusé d'avoir assassiné une jeune médecin dans des conditions atroces ●●● PAGE 9

## Séduction

Love me Tinder, dans les méandres de l'amour contemporain ●●● PAGE 23

## L'incurie européenne du Conseil fédéral soumise au regard de jeunes élus

**EUROPE** Le Conseil fédéral a abandonné le projet d'accord-cadre avec l'Union européenne, jetant une ombre sur l'avenir des relations avec ce partenaire

■ Le vide qui s'ouvre inquiète une partie des jeunes élus, que nous avons interrogés. Les universités suisses risquent en effet d'essuyer les foudres de Bruxelles

■ D'autres saluent cet abandon, le texte de l'accord étant, selon eux, trop imparfait sur la question de la souveraineté et de la protection des salaires

■ C'est à la société civile de prendre le relais, estime un responsable d'Opération Libero, mouvement qui réfléchit à une initiative populaire

●●● PAGES 2-3

## New Bern, reflets d'une Amérique prude et conservatrice



**PHOTOGRAPHIE** Michael von Graffenried dévoile à Genève ses images de New Bern, en Caroline du Nord, une ville fondée par son ancêtre en 1710. Durant quinze ans, le photographe a immortalisé la vie de cette cité de 30 000 habitants, miroir d'une Amérique puritaine et conservatrice. (MICHAEL VON GRAFFENRIED)

●●● PAGE 22

## Cette petite reine qui se fait désirer

**MOBILITÉ** Alors que la pandémie a incité nombre d'entre nous à enfourcher un vélo, loin du virus et des cloisonnements, rien ne va plus sur le marché de la petite reine. Le covid a ralenti la cadence dans les usines et compliqué les transports. Les retards s'accumulent et la pénurie de vélos se fait sentir. Pour acheter une bicyclette neuve, il faut patienter des mois durant, voire des années. ●●● PAGE 13

## Le mal-être des jeunes doctorants

**RECHERCHE** Contrats à durée déterminée à répétition, souvent à temps partiel, bas salaires, statuts administratifs flous, dépendance vis-à-vis des professeurs... Les jeunes chercheurs souffrent de leur situation professionnelle et sont de plus en plus nombreux à sombrer dans la précarité. Témoignages. ●●● PAGE 11

## ÉDITORIAL

### Des accords bilatéraux vides d'espoir et d'horizon

RICHARD WERLY  
@LTIwerly

Revoici donc sur la table le fameux remède miracle de l'après-votation du 6 décembre 1992 et le refus d'intégrer l'Espace économique européen (EEE). Puisque l'objectif d'un accord-cadre entre la Suisse et l'Union européenne est aujourd'hui abandonné avec pertes et fracas, l'appel supposé à la raison s'est remis à sonner à Berne: revenons vite nous abriter sous le toit des bilatérales, ces accords sectoriels sans cesse renégociés et péniblement actualisés, qui, depuis le premier «paquet» conclu en 1999, nous servent de porte d'entrée à géométrie variable dans le grand marché européen. A quoi bon, d'ailleurs, avoir rêvé d'une autre solution puisque celle-ci a jusque-là plutôt bien fonctionné?

Entonné sur l'air de «nous n'avons

besoin de personne puisque notre économie tourne», cet argument a, pour lui, l'avantage de l'expérience. Oui, la digue constituée par la centaine d'accords bilatéraux nous a bien protégés, depuis le rejet de l'EEE, des convulsions de notre grand voisin communautaire. Oui, nos diplomates ont acquis, durant presque trois décennies de pourparlers ininterrompus avec Bruxelles, un savoir-faire qui confine parfois à la flibuste. Et oui, la situation de la Suisse, pays démocratique stable et refuge financier par excellence situé au cœur du continent, n'est a priori pas comparable avec celle d'un pays tiers en mal de s'arrimer à l'UE pour prospérer.

Les politiques qui font ce calcul-là oublient toutefois l'évidence des chiffres, de la démographie et de l'époque. Les jeunes Suisses vivront demain dans un monde où les cartes

de la puissance, des frontières et de la souveraineté auront été rebattues par le numérique. Ils vivront aussi, pour parler «business», dans un monde de concurrence accrue où la loi du plus fort s'exercera toujours plus sans honte, au détriment des normes et du droit. Ils ont, enfin, besoin d'espoir et d'horizon: ce qu'une relation apaisée et normalisée avec notre grand voisin dans ce XXI<sup>e</sup> siècle qui s'annonce agité contribuerait à apporter.

Les accords bilatéraux furent, après 1992, un recours coûteux et laborieux dans un contexte de refus implacable d'une demande d'adhésion pourtant déposée. Un pis-aller efficace. Un bricolage au présent qui a duré parce que nos partenaires européens voulaient y voir la preuve d'une convergence durable. Or maintenant que la divergence est actée, sans plan B crédible à l'agenda, cette illusion a vécu. Le Conseil fédéral s'est condamné, mercredi, au pire de l'équation bilatérale: rafistoler l'avenir. ■

**Le Conseil fédéral s'est condamné au pire de l'équation bilatérale: rafistoler l'avenir**

## En Allemagne, une étoile verte qui pâlit

**PARCOURS** Après un début de campagne euphorique, place aux critiques. Annalena Baerbock, candidate très populaire à la chancellerie pour le parti des Verts, doit répondre à une série d'attaques portant sur ses revenus et ses diplômes. La situation

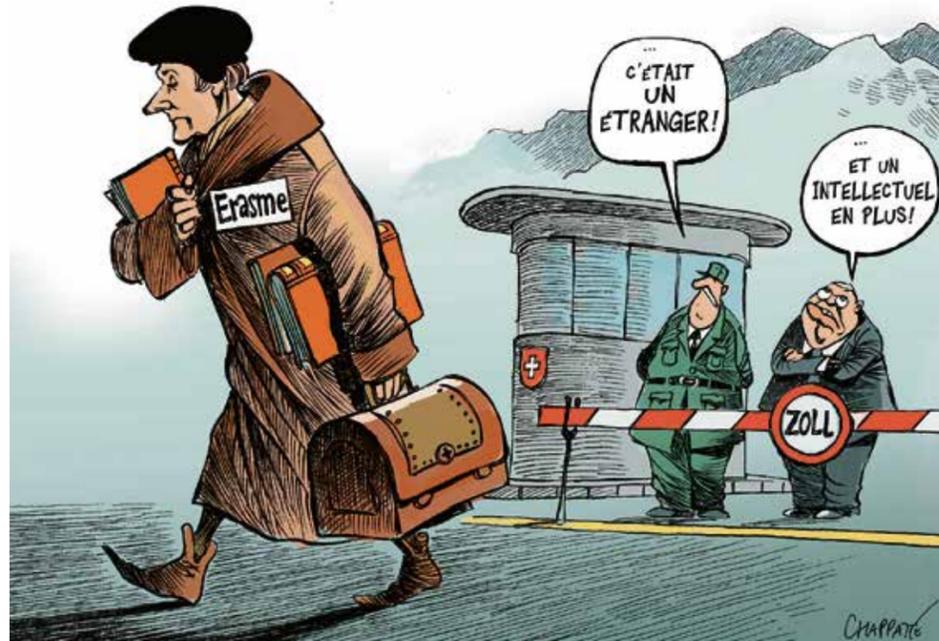


contraste avec l'annonce très médiatisée, en avril, de sa candidature pour tenter de prendre la chancellerie lors des élections de septembre. Seule femme à viser la tête du gouvernement parmi les principaux partis en lice, Annalena Baerbock suscite d'autant plus l'intérêt qu'elle codirige un parti pouvant prétendre à la première marche à l'issue du scrutin. ●●● PAGE 6

## 2 Temps fort



Les Suisses acceptent l'initiative UDC sur l'immigration de masse, qui remet en question les accords bilatéraux. «Le Temps», 11 février 2014.



Conséquence du vote, le programme d'échanges académiques Erasmus est suspendu pour la Suisse. «Le Temps», 8 mars 2014.

# Suisse-UE: après l'abandon de l'accord-

**EUROPE** Quel doit être l'avenir entre la Suisse et l'UE au lendemain de l'abandon de l'accord institutionnel avec l'Union européenne? La

LAURE LUGON ZUGRAVU  
@LaureLugon

L'abandon de l'accord-cadre par le Conseil fédéral, mercredi, après une décennie de négociations, aura un prix. Un prix que pourraient d'abord payer les jeunes, notamment en ce qui concerne la recherche et la formation. Qu'en pensent les responsables des sections jeunes des formations fédérales?

C'est le plus petit des partis, les vert-libéraux, qui paraît le plus touché: «C'est une catastrophe, déclare Virginie Cavalli, coprésidente des Jeunes vert-libéraux suisses, nous étions les seuls à avoir soutenu l'accord-cadre sans modification, estimant qu'il s'agissait d'une solution équilibrée.» Elle pointe «le manque de courage du Conseil fédéral qui a cédé aux populismes, de droite comme de gauche». Pour elle, les jeunes essuieront les plâtres: «La Suisse va avoir dix ans de retard dans les domaines de la recherche, des échanges académiques, des start-up. Car après nous avoir menés en bateau, il va falloir repartir de zéro.» Elle estime que la balle est dans le camp helvète, et qu'il est impératif de renouer le dialogue, puisqu'un franc sur deux est gagné avec l'UE.

### Soupe à la grimace

Au Centre aussi, c'est la soupe à la grimace: «C'est très préoccupant de se retrouver dans l'incertitude, sans solution ni perspective avec notre principal partenaire économique, s'inquiète Maxime Moix, vice-président des jeunes du Centre Suisse. L'avenir des programmes-cadres de recherche ainsi que les échanges paraissent sombres, ce qui nous préoccupe aussi.» Son parti avait soutenu la pétition en faveur de la poursuite des négociations. Les jeunes du Centre lancent donc un appel au Conseil fédéral: faute d'avoir su prévoir un plan B – carence révélatrice, selon eux, de l'absence de projet politique entre la Suisse et l'UE –, il s'agit d'élaborer une feuille de route pour définir les orientations et clarifier les relations avec l'UE.

Très remonté, Oleg Gafner, coprésident des Jeunes Vert-e-s Suisse, fustige un Conseil fédéral otage d'un jeu politique qui a conduit à cette pantalonnade. Selon lui, l'abandon s'est joué au terme d'un bras-de-fer entre conservateurs et tenants du multilatéralisme. La protection des salaires, point d'achoppement de la gauche,

a eu bon dos face à la souveraineté qui a pesé plus lourd: «Le gouvernement a profité de la question de la protection des salaires pour sacrifier l'ensemble de l'accord, alors qu'elle n'est évidemment pas la priorité de la majorité bourgeoise. Elle restait à négocier, mais le gouvernement n'a même pas fait semblant d'en discuter.» Selon lui, c'est au Conseil fédéral de revenir avec des propositions pour sauvegarder certaines parties de l'accord.

### Souci de la souveraineté

Des considérations qui ne semblent pas préoccuper les jeunes socialistes, alignés derrière l'Union syndicale suisse (USS) et son charismatique chef de file, Pierre-Yves Maillard: «L'accord-cadre n'était pas acceptable sous sa forme actuelle, déclare Thomas Bruchez, vice-président de la JS Suisse. La protection des salaires était notre ligne rouge et nous ne pouvions pas transiger sur

cette question, quelles qu'en soient les conséquences.» L'éventualité d'une relance de l'adhésion n'est pas à attendre du côté des jeunes socialistes, tiraillés entre deux courants, celui qui souhaiterait intégrer l'UE en espérant apporter sa pierre à la dimension sociale et celui pour qui Bruxelles représente un monstre néolibéral: «Avec le temps, le camp des tenants de l'adhésion se réduit», atteste Thomas Bruchez.

### «La Suisse va avoir dix ans de retard dans les domaines de la recherche, des échanges académiques, des start-up»

VIRGINIE CAVALLI, COPRÉSIDENTE DES JEUNES VERT-LIBÉRAUX SUISSES

Plus sourcilieux que leurs aînés sur la souveraineté, les jeunes libéraux-radicaux, eux, ne sont pas mécontents de voir l'accord-cadre dans la pou-

belle de l'histoire: «Car le souci de la souveraineté, partagé par une partie de notre base, a été sous-estimé par nombre de cadres du parti, note Nicolas Jutzet, vice-président des jeunes libéraux-radicaux suisses. Nous sommes donc satisfaits que la Suisse arrête de se mentir.» S'il admet que les jeunes seront handicapés par le blocage de programmes d'échanges et que la recherche en pâtira, il estime qu'on ne pouvait accepter l'accord

«Pour avoir une chance de rebondir, la Suisse doit faire des efforts pour être plus attractive et plus agile, en libéralisant au maximum. Nous devons réapprendre à faire des réformes, notamment de la santé et du système des retraites.» Car Nicolas Jutzet est sans illusions: dans l'immediat, reprendre des négociations avec un partenaire vexé durablement relève du fantasme.

La présidente des jeunes UDC Vaud, Emmylou Maillard, se réjouit et ne croit pas une seconde que les jeunes auront à pâtir de quoi que ce soit: «L'accès à la formation, y compris à l'étranger, sera toujours assuré, même si quelques programmes seront peut-être touchés. Mais ce n'est pas grand-chose à côté du danger qu'aurait représenté cet accord, une forme d'adhésion par la bande invalidant la volonté populaire.» Quant aux échanges économiques, ils se poursuivront, estime-t-elle, «puisque l'UE a aussi à y gagner.» ■

### LA CITATION

#### La Suisse n'a aucun atout en main

Suite au non du Conseil fédéral à l'accord-cadre, la professeure de droit européen à l'Université de Bâle Christa Tobler ne voit pas d'atout que la Suisse pourrait faire valoir face à l'UE «pour le moment». Elle estime que le gouvernement n'aurait pas dû prendre cette décision seul. (LT)

## «Le sentiment fort d'un malaise helvétique»

**RÉPLIQUES** La société civile doit désormais prendre son destin en main, estime le mouvement citoyen Opération Libero, qui planche sur une initiative populaire pour contrer l'absence d'accord-cadre avec l'Union européenne

PROPOS RECUEILLIS  
PAR MICHEL GUILLAUME, BERNE  
@mfiguillaume

Né de la révolte de jeunes étudiants après le oui du peuple suisse à l'initiative de l'UDC «Contre l'immigration de masse» en 2014, le mouvement Opération Libero étudie le lancement d'une initiative populaire après l'abandon par le Conseil fédéral de l'accord-cadre avec l'UE. La semaine prochaine, il planche sur plusieurs textes modifiant les articles 54 et 197 de la Constitution suisse. La question de la coalition portant cette initiative est elle aussi encore ouverte, selon le membre de son comité directeur Stefan Schlegel.

**Le Conseil fédéral a enterré l'accord-cadre. Vous qui ne faites pas partie de la génération qui s'est battue pour l'EEE, qu'avez-vous ressenti?** Le sentiment fort d'un malaise helvétique. J'ai repensé à Max Frisch, qui disait dans les années 1960 que l'élite politique

trouvait que la Suisse était parvenue à «quelque chose de grandiose», mais qu'elle ne réfléchissait pas à «devenir quelque chose», soit qu'elle était incapable de s'imaginer un avenir meilleur. Cette absence de vision d'avenir a été selon moi l'aspect le plus décevant de la prestation du Conseil fédéral ce mercredi 26 avril. Le gouvernement a présenté une Suisse ayant peur d'être envahie, pleine de nostalgie d'un passé mythifié. J'ai aussi eu l'impression très forte que nous nous trouvons dans une crise structurelle et que les institutions dont la mission est de résoudre les problèmes fondamentaux du pays ne sont pas en mesure de le faire. Et comme la population n'a pas eu son mot à dire sur cette question cruciale, cette journée a aussi mis en exergue une crise de la démocratie.

**Avec l'érosion de la voie bilatérale, faut-il craindre un Brexit suisse à long terme, soit une Suisse qui se fait lentement décrocher de l'UE?** Je redoute une provincialisation de la Suisse, mais aussi un lent empoisonnement de notre relation avec l'UE, qui est actuellement le scénario le plus probable. Comme le Conseil fédéral et le parlement ne semblent pas pouvoir empêcher ce scénario, il est d'autant plus important que la société civile et l'économie s'emparent de la question pour bannir ce



STEFAN SCHLEGEL  
MEMBRE DU COMITÉ  
DIRECTEUR  
D'OPÉRATION LIBERO

### «Je redoute une provincialisation de la Suisse»

danger. Nous avons besoin d'un débat approfondi et intensif – même s'il doit être douloureux – sur notre identité et notre place dans l'Europe et le monde.

**La Suisse n'est plus dans le programme Erasmus et sa recherche risque de ne plus être associée pleinement à Horizon Europe. La jeune génération sera-t-elle la première sacrifiée de l'absence d'accord-cadre?** Hélas, on peut le craindre. Le moment viendra où nous devrons nous poser la question de l'objectif final de la politique: est-ce la souveraineté telle que le Conseil fédéral la comprend, ou bien est-ce la liberté et la possibilité des'épanouir des citoyennes et citoyens? C'est justement au sein de cette jeune génération qui aimerait travailler, étudier, faire de la recherche

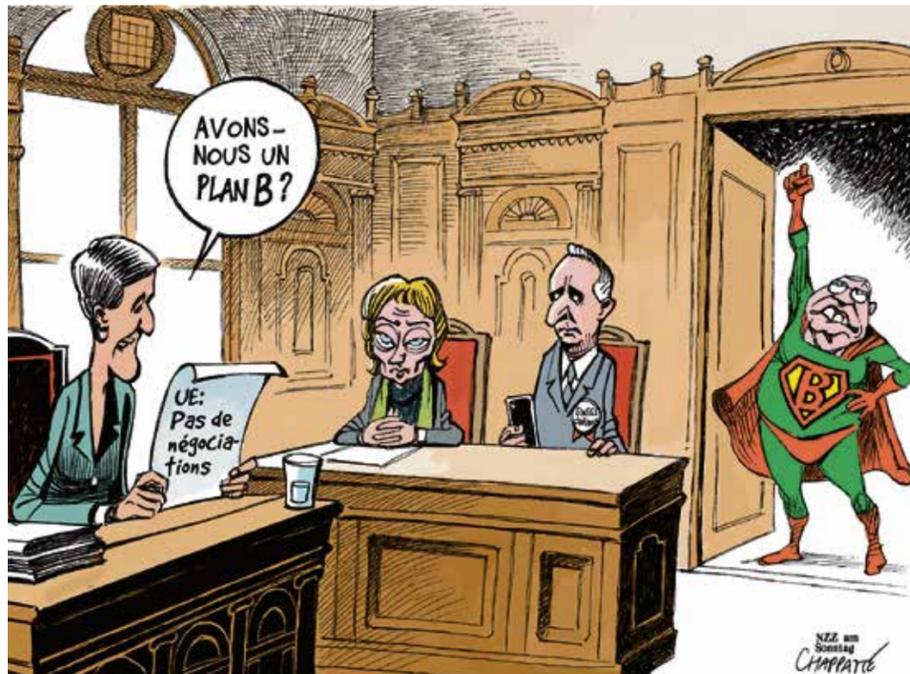
et peut-être même fonder une famille dans un contexte international que tous ces buts vont apparaître inconciliables. Et si les jeunes ne prennent pas leur destin en main, alors le risque sera grand que ce conflit d'intérêts aboutisse à une approche de la souveraineté qui va limiter leur carrière.

**A Opération Libero, vous planchez sur une initiative populaire. N'est-ce pas une réponse trop lente à la décision du Conseil fédéral?** Vous avez raison. Mais quelle autre réponse serait plus rapide? Une initiative populaire bien rédigée qui contraindrait le Conseil fédéral et éventuellement aussi le parlement à trouver une solution institutionnelle est la solution la plus rapide dans une situation où l'on ne peut plus attendre la moindre impulsion de ces institutions.

**Que dirait le texte de cette initiative?** Voici tout ce que l'on peut en dire en ce moment: le texte exigera une relation solidaire avec l'UE et une solution sur la question institutionnelle. Cela signifie qu'il réclamera, sous une forme ou une autre, un accord qui garantisse le développement et l'actualisation de l'accès au marché européen, de même qu'un mécanisme sur le règlement des litiges. Le Conseil fédéral a certes pu enterrer la solution sur la table, mais pas les problèmes qui, eux, demeurent. ■



Après le vote anglais sur le Brexit. «Le Temps», 28 juin 2016.



L'Europe ne veut pas renégocier l'accord-cadre. «NZZ am Sonntag», 8 février 2015

# cadre, aux jeunes de jouer

parole aux jeunes des partis, qui apprécient diversement cet échec

## Cinq épées de Damoclès pointées sur la Suisse

**DANGERS** La première mesure de rétorsion européenne, sur les dispositifs médicaux, est entrée en vigueur mercredi. Passage en revue des tracasseries et autres fins de non-recevoir que Bruxelles devrait réserver à l'économie suisse en réponse à la rupture des négociations sur l'accord institutionnel

ALINE BASSIN ET RAM ETWAREEA  
@BassinAline | @rametwareea

Un nouveau chapitre s'est ouvert mercredi pour l'économie suisse à la suite de la rupture des négociations institutionnelles avec l'Union européenne (UE). Cette nouvelle ère est source d'incertitude pour les entreprises, mais elle n'entraînera en principe pas de changement brutal immédiat.

Outre la recherche, très exposée aux représailles européennes, Bruxelles dispose dans son jeu de deux moyens de pression. Dès qu'elle en aura l'occasion, la Commission européenne ne renouvellera plus les accords de reconnaissance mutuelle destinés à fluidifier le commerce. Plus question non plus pour elle d'ouvrir de nouveaux marchés à la Suisse. Tour d'horizon des secteurs qui vont pâtir du froid institutionnel entre les deux parties.

### 1. PLUS DE RECONNAISSANCE AUTOMATIQUE DES DISPOSITIFS MÉDICAUX SUISSES

Hasard du calendrier, c'est le 26 mai qu'est entrée en vigueur une nouvelle réglementation européenne sur les dispositifs médicaux. Face à l'attentisme de la Suisse dans les négociations, Bruxelles a confirmé jeudi dans un communiqué de presse qu'il n'y aurait pas d'actualisation de l'Accord de reconnaissance mutuelle (ARM) pour ce secteur. Conséquence: chaque société doit avoir une représentation légale dans au moins un Etat membre de l'Union et répondre aux critères d'homologation de l'Union européenne et de la Suisse.

Les coûts de mise en conformité ont été évalués à 110 millions de francs par l'organisation faîtière de la branche. Selon Swiss Medtech, la lourdeur administrative entraînée va occasionner une charge annuelle

supplémentaire d'environ 75 millions pour la branche. Ce sont en premier lieu les PME et les start-up pour qui cette adaptation est la plus compliquée.

Une baisse des investissements des autres entreprises – suisses et internationales – dans le pays est aussi redoutée par les acteurs de la branche, qui dégage chaque année un chiffre d'affaires évalué à 17,9 milliards de francs en 2019. Près de la moitié de ce montant est généré dans l'Union européenne.

### 2. PROCHAINE VICTIME: L'INDUSTRIE DES MACHINES

Swissmem, organisation faîtière des entreprises de ce secteur, a été prompt à réagir mercredi pour faire part de sa déception. C'est que cette industrie, qui emploie 320 000 personnes en Suisse et exporte 55% de sa production dans l'Union, est la prochaine victime désignée de Bruxelles.

La directive européenne qui régit ses normes de sécurité est en phase de réactualisation. L'entrée en vigueur de la nouvelle mouture est prévue pour 2022. Là encore, il n'y aura pas de reconnaissance mutuelle. La facture devrait être moins salée que pour la medtech car la certification ne concerne que les installations complexes. Une grande partie des entreprises helvétiques peuvent et pourront se contenter d'une autodéclaration.

### 3. PHARMA-CHIMIE PLONGÉE DANS L'INCERTITUDE

Première exportatrice du pays, cette branche, qui écoule près de la moitié de sa production dans le marché unique, pourrait aussi faire les frais de la brouille institutionnelle. Les entreprises ne savent toutefois pas encore à quelle sauce elles pourraient être mangées, car elles ignorent si la directive qui concerne leurs activités va être révisée.

Si c'était le cas, elles subiront le même sort que la medtech et l'industrie des machines. Pas de changement pour l'homologation des médicaments, qui suit déjà des voies distinctes dans les deux espaces, mais des facilités sont prévues pour la certification des installations de production. Cet avantage pourrait tomber.

### 4. ÉLECTRICITÉ: L'APPROVISIONNEMENT N'EST PAS ASSURÉ

La conclusion rapide d'un accord sur l'électricité ne semble plus réaliste. Or, il est absolument central pour la Suisse d'avoir une coopération réglementée avec l'UE en la matière, prévient l'Association des entreprises électriques suisses (AES). «Sans accord, la stabilité du réseau électrique suisse est menacée.»

A long terme, l'absence d'accord entraînera des risques systémiques graves pour la Suisse, des coûts d'électricité élevés pour les consommateurs suisses et compromettra finalement la sécurité d'approvisionnement, selon elle. La Suisse devra supporter des coûts supplémentaires en raison des mesures à prendre pour assurer la stabilité du réseau.

### 5. LES BANQUES EXCLUES DU MARCHÉ DES SERVICES FINANCIERS

L'Association suisse des banques n'a pas apprécié la rupture des négociations avec l'UE. Elle aurait préféré soumettre le texte final au parlement et au peuple.

Certes, pour ce secteur, il n'y a pas d'impact immédiat. C'est surtout la perspective de bénéficier d'un accès amélioré au marché unique qui part en fumée. Aujourd'hui, l'UE exige une présence physique pour offrir les services financiers, notamment la gestion de fortune, dans un Etat européen.

Si la Suisse doit s'attendre à des relations plus chahutées avec son principal partenaire commercial, l'essentiel semble pour l'instant préservé. L'accord de libre-échange n'est pas remis en question, tout comme la libre circulation des personnes.

A en croire une étude que BAK Basel, Ecoplan, Economiesuisse et l'Université de Bâle ont menée il y a deux ans, si Bruxelles voulait vraiment faire mal, c'est là qu'elle devrait frapper: le gain annuel de l'accès facilité au réservoir de main-d'œuvre européen est estimé à 14 milliards de francs. La valeur annuelle de la recherche et la levée des obstacles au commerce sont toutes deux évaluées à 2 milliards de francs par an. ■

## «Berne reviendra à la table des négociations»

**AVENIR** Grand connaisseur des relations Suisse-Union européenne, Jean Russotto affirme que le Conseil fédéral a interrompu le dialogue avec Bruxelles pour une question de politique interne. Il dénonce son incohérence



JEAN RUSSOTTO  
AVOCAT D'AFFAIRES SUISSE  
BASÉ À BRUXELLES

Jean Russotto, avocat d'affaires suisse basé à Bruxelles, suit l'évolution des relations bilatérales Suisse-Union européenne depuis plus de quarante ans. Il a l'avantage de connaître tant les institutions suisses que le fonctionnement de l'Union de l'intérieur. Il ne cache pas sa déception à la rupture des négociations sur l'accord-cadre.

**Quel est le sentiment qui vous anime au lendemain de la rupture des négociations de l'Accord-cadre?** Même si on pouvait s'attendre à une telle décision, elle reste une immense déception. Il s'agit d'une erreur stratégique sans commune mesure de la part de la Suisse, ce qui se traduit par un extraordinaire gâchis. Je suis soucieux de l'avenir de nos relations avec l'UE. On peut regretter la décision ou s'en réjouir, mais le vrai enjeu concerne d'abord et surtout l'avenir. La Suisse a choisi la voie la plus cassante pour interrompre un processus pour des raisons de politique interne.

**Il faut pourtant aller de l'avant...** La vraie question est de savoir si le Conseil fédéral peut tenir la parole donnée à la population et aux entreprises sur la poursuite de la voie bilatérale. J'en doute. Comment peut-on en toute lucidité promouvoir cette voie alors qu'on vient de saboter un travail allant dans ce sens depuis dix ans. C'est simplement incohérent. La Commission demande de changer le fonctionnement actuel et le Conseil fédéral demande de poursuivre dans la même voie. C'est un dialogue de sourds.

**Comment l'UE pourrait-elle réagir?** L'UE est une grande organisation et il lui faudra un peu de temps pour définir sa stratégie. Les ambassadeurs des Vingt-Sept se sont réunis en urgence mercredi soir et leur première réponse a été extrêmement mesurée. Il n'y a pas eu de réprimandes. En décembre prochain, le Conseil des ministres de l'Union européenne publiera un état des lieux des relations Suisse-UE dans le cadre d'un exercice qui se déroule tous les deux ans. La réaction individuelle des Etats compte. Plusieurs d'entre eux ont encouragé la Commission à trouver une solution, plus particulièrement l'Allemagne et la France. Malgré les sympathies, je ne pense pas que l'UE

**«La vraie question est de savoir si le Conseil fédéral peut tenir la parole donnée à la population»**

voudra se défaire du concept d'un accord-cadre, qu'elle demande depuis dix ans.

**La confiance est-elle rompue?** Elle est en tout cas ébranlée. Le Conseil fédéral a proposé d'offrir un, voire 2 milliards de francs au titre de l'effort de cohésion, cela contre un accès facilité au grand marché européen. L'accès au marché européen ne se monnaie pas. Cette attitude augmente la rancœur.

**Comment appréhendez-vous l'après-26 mai 2021?** A court terme, l'UE ne veut plus de nouveaux appareils médicaux qui ne soient pas homologués dans un Etat européen. Le dossier «électricité» est gelé. A terme, le problème va se poser à chaque fois que la question de la reconnaissance mutuelle sera en jeu. La prochaine échéance concerne l'industrie des machines-outils. De plus, la Suisse voudrait, par le biais de son programme Stablix, reprendre le droit européen pour se rendre eurocompatible. L'équivalence ne suffira pas, il faut que l'UE soit d'accord, que la Suisse soit euro-compatible ou non.

**Voulez-vous dire que la Suisse n'aura, à terme, pas d'autre choix que de revenir à la table des négociations?** J'imagine que l'objectif de la demande de dialogue politique par Berne concerne les relations qu'elle veut développer avec l'UE. Cela passe par la table des négociations. On peut spéculer: des premiers contacts sérieux auront lieu d'ici à un an. Revenir à la table des négociations sera plus difficile, plus pénible et le prix à payer sera définitivement plus élevé. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR R. E.

INTERVIEW